

Passerelles Synthèse

Bimensuelle africain pour une nouvelle perspective du développement durable

Volume 10 · Number 10, 15 janvier 2009

LIGNE DE FOND.....	1
DOHA : l'année 2009 sera t – elle la bonne?.....	1
Politique commerciale : Le protectionnisme risque t – il de gagner l'administration Obama....	2
Nouvelles de l'OMC	3
OMC : Le Président du Groupe de négociation sur les règles remet de nouveaux textes de négociation.....	3
Coton : les négociateurs semblent oublier le coton dans le cycle de Doha, mais les africains persistent.....	4
Sur le fil	5
OMC: protestations et plaintes contre les Etats Unis.....	5
Nouvelles régionales.....	6
APE : Peu d'avancée en 2008.....	6
Evénements	7
Publications :	7

PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE
SUR LE COMMERCE ET LE
DEVELOPPEMENT DURABLE © est produit
par ICTSD et ENDA Tiers Monde. Responsable
de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et
Christophe Bellmann (ICTSD) Rédaction : Cheikh
Tidiane DIEYE et El Hadji Abdourahmane
DIOUF

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce
bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de
cette publication peuvent être utilisés dans un but
non lucratif à condition d'en citer l'origine.

Cette publication est produite grâce au soutien
financier de la Direction du Développement et de
la Coopération suisse (DDC)

LIGNE DE FOND

DOHA : l'année 2009 sera t – elle la bonne?

L'année 2008, a connu beaucoup de turbulences
sur le plan économique mais aussi sur le plan des
relations commerciales. Elle était marquée par une
crise financière qui a pris le relais de la crise
alimentaire, un blocage des négociations
commerciales et des soubresauts dans les
négociations APE.

Elle a offert une bien maigre moisson aux acteurs
des négociations commerciales aussi bien au
niveau multilatéral qu'au niveau bilatéral ou
régional. Très peu d'objectifs ont été atteints. Et
c'est pour dire le moins. Les négociateurs à l'OMC
devront encore garder leur mal en patience et
travailler d'arrache-pied pour espérer réduire leurs
divergences et boucler le programme de Doha
pour le développement en 2009. Les négociations
bilatérales, en particulier l'APE entre la CE et les
régions ACP, ne se présentent pas sous de
meilleurs auspices. Elles restent dominées par le
doute, l'incertitude et le manque de visibilité.

Chacune de ces questions a nécessité une grande
mobilisation durant 2008, mais des solutions n'ont
pas été trouvées. La question qu'on se pose
aujourd'hui est celle de savoir si en 2009, les
négociations commerciales se porteront mieux ?
En d'autres termes est ce que le cycle de Doha
sera conclu en 2009, eu égard aux écarts
considérables entre les membres mais aussi à la
crise financière qui pourrait inciter au
protectionnisme ?

Aujourd'hui, les raisons de mettre en doute le libre
échange s'accumulent

Le blocage de Doha

Depuis l'échec de la conférence ministérielle
informelle de l'OMC de juillet 2008, nombre de
contacts bilatéraux ont été noués au niveau
ministériel. Les négociations se sont poursuivies
au niveau technique, particulièrement dans les
dossiers de l'agriculture et des produits industriels.

Le 6 décembre 2008, les présidents des négociations agricoles et sur les produits industriels ont présenté de nouveaux projets de textes sur les modalités de libéralisation qui doivent servir à définir les règles du jeu pour ces négociations. Ces documents sont importants, en particulier parce qu'ils fixent les résultats de la conférence ministérielle de l'OMC de juillet dernier à Genève.

En dépit des forts signaux donnés par le sommet économique mondial du G20 tenu le 15 novembre 2008 à Washington, il n'a pas été possible de réaliser une percée dans les dossiers agricoles et des produits industriels. Une telle percée dépendra désormais entre autres de l'entrée en fonction et des positions que prendra la nouvelle Administration américaine.

Actuellement, les présidents des négociations agricoles et des produits industriels tentent de rapprocher encore davantage les positions différentes dans les questions qui demeurent controversées (en particulier le design du mécanisme de sauvegarde spécial pour les pays en développement dans le domaine agricole, la réduction des subventions pour le coton et la libéralisation par secteurs des droits de douane appliqués à des produits industriels). Les présidents des autres groupes de négociation (services, règles, facilitation des échanges, commerce et environnement) continuent en parallèle de faire avancer leurs travaux.

Faisant preuve de réalisme, de calcul ou de stratégie, les membres ont semblé partager une démarche devenue désormais familière à l'OMC à savoir multiplier les effets d'annonce, les engagements et déclarations d'intention tout en se gardant de poser le moindre acte concret, attendant que les autres fassent le premier pas. Les plus influents du système commercial multilatéral se sont particulièrement illustrés à ce jeu, à tel point que l'OMC des 153 membres semblait en un moment donné se réduire à huit pays (Etats-Unis, Union Européenne, Brésil, Inde, Chine, Australie, Japon, Canada etc.). Une situation qui n'avait pas d'ailleurs manqué de susciter une levée de bouclier de la part de nombreux autres pays, en particulier en développement, qui dénonçaient à juste titre la « bilatéralisation » des négociations.

Ainsi 2009 commence avec peu de visibilité sur l'orientation des négociations. Les membres devraient certainement faire preuve de plus de

flexibilité, mais il faudra plus pour sortir le cycle de sa torpeur.

Politique commerciale : Le protectionnisme risque t – il de gagner l'administration Obama.

La crise mondiale favorise le protectionnisme. Cette inquiétude a été exprimée par beaucoup d'acteurs et observateurs dont le DG de l'OMC Pascal Lamy qui encourageait à la signature de Doha pour éviter le « repli sur soi » des Etats.

Aujourd'hui tous les yeux sont braqués sur les Etats-Unis qui viennent de se doter d'une nouvelle administration.

Les inquiétudes deviennent grandissantes quant au retour du protectionnisme dans ce pays suite à l'expression de la volonté de cette nouvelle administration de mettre l'accent sur l'environnement et les normes sociales, des thèmes qui pourraient aussi servir de paravent à des mesures protectionnistes au moment où les Etats-Unis s'enfoncent dans la récession.

"Le nouveau président va être soumis à une pression protectionniste plus forte qu'aucun de ses prédécesseurs depuis 1930", prévoit le sous-secrétaire au Commerce de l'administration sortante, Christopher Padilla. "La façon dont il gèrera cette pression déterminera l'évolution de l'économie mondiale ainsi que l'identité économique de l'Amérique pendant un quart de siècle".

La future administration américaine devrait s'avérer commercialement plus dure que l'équipe Bush, qui, en l'espace de huit ans, a signé des accords de libre-échange avec 11 autres pays.

Pendant sa campagne électorale, Barack Obama s'est fait fort de renégocier l'Accord de libre échange nord-américain (Aléna) avec le Mexique et le Canada, un des grands objectifs des syndicats américains qui ont soutenu sa candidature.

Il a aussi promis de revoir l'accord de libre-échange avec la Corée du Sud afin d'obtenir davantage de concessions de Séoul sur l'importation d'automobiles américaines. Cet accord, de même que des accords similaires signés avec la Colombie et le Panama, est en souffrance au Congrès face à l'opposition de la majorité démocrate.

En présentant vendredi à Chicago son représentant pour le Commerce, Ron Kirk, M.

Obama lui a donné pour mission de "s'assurer que tous nos accords commerciaux soient signés sur la base de la réciprocité". Cela signifie que les partenaires de Washington s'engagent sur "des accords contraignants sur le plan des normes sociales et écologiques afin d'éviter un nivellement par le bas et obtenir au contraire une amélioration du niveau de vie pour tous les travailleurs", a expliqué le futur président, qui prendra ses fonctions le 20 janvier.

Ron Kirk, qui a la réputation d'appartenir à la tendance libre-échangiste au sein du parti démocrate, aura également la charge de relever le défi de la Chine, qui génère le plus gros déficit commercial américain. Barack Obama a dénoncé par le passé la sous-évaluation du yuan, la monnaie chinoise, accusée de soutenir injustement les exportations de Pékin.

Or, la Chine vient de laisser légèrement filer son taux de change à la baisse, après avoir consenti pendant trois ans une hausse progressive du yuan face au dollar.

Sans même attendre l'entrée en fonction de l'équipe Obama, l'administration sortante a porté plainte la semaine dernière à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) contre la Chine, accusant ce pays de soutenir indûment l'exportation de ses produits de marques.

M. Obama soutiendra les négociations à l'OMC autour d'un accord mondial de baisse des barrières douanières ("cycle de Doha"), selon ses conseillers.

Mais tout accord éventuel dans le cadre de ces négociations, qui ont déjà pris quatre ans de retard, devra être ratifié par le Congrès, où la majorité démocrate risque de s'avérer d'autant plus dure que la récession entraînera des fermetures d'usines aux Etats-Unis. La National Association of Manufacturers (NAM), l'une des organisations patronales américaines, s'est félicitée de la désignation de M. Kirk, qui aura la charge de représenter Washington dans ces négociations lancées en 2001. "Le fait qu'il soit proche du président élu montre que notre engagement national en faveur du commerce international reste solide", a déclaré le président de la NAM, John Engler.

Source AFP note Enda

NOUVELLES DE L'OMC

OMC : Le Président du Groupe de négociation sur les règles remet de nouveaux textes de négociation

A l'instar des autres président de Groupe, l'ambassadeur Guillermo Valles Galmés qui préside le Groupe de négociation sur les règles, a fait distribuer de nouveaux textes de négociation sur l'antidumping et les disciplines horizontales relatives aux subventions, ainsi qu'une "feuille de route" conceptuelle sur les subventions à la pêche. Les textes sur les mesures antidumping et les subventions reposent, selon le président, sur une approche nouvelle et ascendante, c'est-à-dire qu'un projet de libellé juridique est présenté uniquement dans les domaines où il apparaît exister un certain degré de convergence alors que dans d'autres domaines, les questions sont identifiées et un bref résumé des différents points de vue exprimés figure entre crochets.

S'agissant des subventions à la pêche, au lieu d'un nouveau projet de texte, le Président a présenté une feuille de route à caractère conceptuel pour les futures discussions. Le Président est d'avis que tous les participants reconnaissent la crise mondiale de la surcapacité et de la surpêche, avec les incidences négatives qu'elle a sur l'économie et l'environnement, et qu'ils sont déterminés à faire en sorte que les disciplines qui seront finalement élaborées, sous quelque forme que ce soit, soient effectives quant à l'exécution du mandat de négociation donné par les Ministres. Il a indiqué qu'à cette fin, la feuille de route identifie les questions clés que le Groupe de négociation doit traiter afin de concilier les différentes approches des participants, s'agissant de soumettre à des disciplines les subventions qui contribuent à la surcapacité et à la surpêche, tout en formulant un traitement spécial et différencié approprié et effectif qui tienne compte des intérêts et préoccupations des Membres en développement. Ces nouveaux documents doivent servir de plate-forme aux discussions futures envisagées au premier semestre 2009, une série intensive de réunions dont la première est prévue pour la semaine du 2 février.

Il faut rappeler que le Président du Groupe de négociation, l'Ambassadeur d'Uruguay Guillermo

Valles Galmés, dans son rapport au Comité des négociations commerciales, avait qualifié les négociations entreprises jusqu'ici de "dynamiques", exceptées pour les disciplines horizontales concernant les subventions. Il note également que les résultats dans ce domaine seront "étroitement liés aux autres domaines des négociations, par exemple l'agriculture et l'accès aux marchés pour les produits non agricoles."

Source OMC, note Enda

Coton : les négociateurs semblent oublier le coton dans le cycle de Doha, mais les africains persistent

Depuis l'échec de Postdam en juillet 2007, les espoirs que nourrissaient les cotonculteurs africains quant à la résolution définitive des questions relatives au coton dans le cadre des négociations ont été anéantis. Depuis, le coton ne semble plus être dans les priorités des négociateurs. Il faut rappeler qu'au sortir de la conférence de Hong Kong en 2005, la suppression des subventions internes qui sont à l'origine des distorsions étaient promise mais rien n'y a fait jusqu'à ce jour.

Au début du mois décembre, la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED) a convoqué une réunion multi-partenaires de haut niveau pour faire le point sur le marché mondial du coton, actuellement en pleine turbulence et en évaluer les opportunités et défis afin d'aider les pays pauvres producteurs.

Après l'échec de Postdam, le statu quo qui était maintenu arrangeait les grandes puissances productrices de coton mais continuait de mettre la pression sur les producteurs africains qui, s'ils ne s'ajustent pas par rapport au prix mondial tiré vers le bas par les subventions, risquent de disparaître.

Le doute s'installe dans la tête des acteurs de cette filière en Afrique. Le déficit de la campagne 2006 – 2007 estimé à plus de 400 milliards de Franc CFA avait lourdement pesé sur ce secteur. D'après le dernier rapport du secrétariat du CCIC, la production mondiale de coton tombera à 24,7 millions de tonnes, soit une baisse de 6 pour cent en 2008-2009; pour la première fois en cinq

campagnes cette production passera sous la barre des 25 millions de tonnes.

Aujourd'hui, le coton ne fait plus l'objet de beaucoup d'attention des négociateurs. Au cours de la conférence ministérielle de juillet 2008, cette question a été effleurée ce qui avait provoqué une grande frustration des africains. Pourtant, cette « question du coton est devenue un test décisif pour l'engagement qui a été pris de faire en sorte que le Cycle de négociations commerciales mondiales de Doha menées à l'OMC constitue un véritable cycle du développement » a laissé entendre le DG de l'OMC lors de la réunion de la CNUCED, le 2 décembre 2008 à Genève. Poursuivant dans le même sens, il soutient que dans le cadre des politiques commerciales, la seule voie à suivre est que « les pays développés, en particulier les États-Unis et les CE, doivent réduire considérablement les subventions ayant des effets de distorsion des échanges qu'ils accordent à leurs producteurs de coton. Il faudrait améliorer l'accès aux marchés pour le coton et les subventions à l'exportation de coton doivent être éliminées. Mais cela, comme nous le savons tous, ne peut se produire que dans le cadre de l'aboutissement du Cycle de Doha ».

Ces pays riches ont encore une fois réaffirmé leur engagement de parvenir à un accord sur le coton qui réponde sur le fond aux préoccupations des producteurs de coton, mais l'on constate que les positions de négociation ne suivent pas les engagements pris et les déclarations de volonté. Il est une chose de prendre un engagement et il est une autre de le matérialiser.

Pour leur part, six ministres du Commerce de pays africains dépendants plus ou moins des exportations de coton - Bénin, Burkina Faso, Tchad, Mali, Côte d'Ivoire, Sénégal et Zimbabwe - ont réclamé des règles commerciales équitables et demandé aux pays riches d'ajuster les engagements à aider le secteur cotonnier africain à leur matérialisation effective, tant que les questions commerciales restent en suspens.

Ahmadou Abdoulaye Diallo, ministre du Commerce et de l'industrie du Mali, a déclaré, au nom des pays producteurs du "Cotton 4" (Bénin, Tchad, Mali, Burkina Faso) que "pour maintenir la production de coton dans les pays de faible revenu, il est nécessaire pour trouver les solutions durables face à la concurrence déloyale".

Le ministre a rappelé que ce secteur, qui emploie 15 millions de personnes en Afrique de l'Ouest,

joue un rôle important dans l'amélioration de la santé et des revenus dans cette région. L'élimination des soutiens directs et qui faussent le commerce par les pays développés "est un travail encore en progrès", a estimé M. Diallo, ajoutant que les progrès enregistrés jusqu'à présent "ne donnent pas satisfaction". Une solution doit être impérativement trouvée, a-t-il souligné, "une solution efficace et prompte", car la crise économique et financière mondiale aggrave la situation des pays producteurs de matières premières.

Le ministre malien a assuré à la presse que "si [les] intérêts [des pays africains] ne sont pas préservés, il sera hors de question que nous signions quoi que ce soit" à l'OMC.

SUR LE FIL

OMC: protestations et plaintes contre les Etats Unis

Pendant que la nouvelle administration américaine tente de se repositionner par rapport aux négociations commerciales, l'UE et la Chine déroulent une offensive contre Washington. Deux questions sont au cœur de ces conflits, il s'agit des taxes américaines contre des produits chinois et le vieux litige sur le bœuf aux hormones.

La Chine a demandé à l'Organisation mondiale du Commerce d'ouvrir une enquête sur des taxes imposées aux Etats-Unis sur plusieurs types d'importations chinoises.

Pékin proteste contre ces droits d'importation décidés "unilatéralement" en septembre par Washington pour lesquelles quatre catégories de produits chinois, dont des tuyaux en acier et des pneus, bénéficient de subventions à l'exportation. C'est la deuxième fois depuis son adhésion à l'OMC fin 2001 que la Chine entreprend une telle démarche.

Ce conflit sino – américain concernait aussi le textile.

Quant à l'UE, elle décide de relancer une plainte contre les USA et le Canada sur le bœuf aux hormones.

La brouille prend son origine dans l'interdiction par l'Union européenne du boeuf aux hormones. Par mesure de rétorsion, les Etats-Unis et le Canada ont pris des sanctions contre certaines exportations européennes.

L'UE avait déjà porté l'affaire à l'OMC, estimant illégales les sanctions américaines. Cette plainte avait été rejetée. Mais en octobre, l'Organe d'appel de l'OMC avait jugé nécessaire que le contentieux soit réétudié.

"Nous sommes convaincus que notre législation sur les hormones est totalement conforme aux règles de l'OMC: les restrictions sur les boeufs traités aux hormones sont fondées sur des preuves scientifiques solides montrant des risques pour la santé de l'homme", a expliqué le porte-parole de la commissaire européenne au Commerce, Peter Power.

Bruxelles reproche à Ottawa et à Washington de lui imposer des sanctions non conformes aux règles de l'OMC en retorsion à l'interdiction des exportations de boeufs aux hormones américains et canadiens. Le contentieux complexe remonte à plus de dix ans, marqué de plusieurs jugements à l'OMC.

Tout a commencé en 1996, quand les Américains et les Canadiens ont porté plainte devant l'Organisation qui régit les règles du commerce international des années après la décision de Bruxelles d'interdire leurs exportations de boeufs aux hormones.

Deux ans plus tard, l'OMC leur donnait raison, ouvrant la voie à des mesures de rétorsion. Washington et Ottawa ont ainsi commencé à imposer des sanctions à certaines exportations européennes.

En 2003, Bruxelles a estimé que ces mesures n'étaient plus conformes aux règles de l'OMC, faisant valoir que son interdiction du boeuf aux hormones s'appuyait désormais sur des preuves scientifiques stipulant que la consommation de telles viandes pourrait être néfaste pour la santé. Et porté plainte à son tour devant l'organisation. Mais l'OMC n'a pas retenu ces arguments et rejeté la plainte. En octobre toutefois, l'organe d'appel de l'organisation a changé la donne en estimant que le contentieux devait être réétudié aux vues de l'évolution du dossier.

L'Union européenne explique ainsi avoir "mis un terme aux mesures non conformes à l'OMC identifiées en 1998" sur ses restrictions

d'exportations de boeufs aux hormones, indique encore son communiqué.

Cette nouvelle plainte ouvre dans un premier temps des consultations. Si dans un délai de 60 jours, les différentes parties ne parviennent pas à trouver un accord, l'Organe des différends de l'OMC sera appelé à juger une nouvelle fois l'affaire.

NOUVELLES REGIONALES

APE : Peu d'avancée en 2008

En 2008, les négociateurs de l'APE n'ont pas eu plus de bonheur que leurs collègues de l'instance multilatéral. Après l'échec de décembre 2007 pour la signature d'APE complets, l'Europe et les régions ACP avaient convenu de poursuivre les négociations tout au long de l'année 2008 pour terminer les nombreuses tâches inachevées et rapprocher certaines de leurs positions. Il faut bien reconnaître qu'il ya eu quelques légers changements dans l'ambiance globale des négociations. La Commission européenne a paru moins agressive qu'en 2007. Par ruse ou par réalisme. La nouvelle commissaire européen au commerce Catherine Ashton a été accueillie à Bruxelles par des appels répétés à une flexibilité accrue vis-à-vis des pays et régions ACP. Les régions ACP elles-mêmes ont semblé s'être rendu compte de leur état d'impréparation et ont ainsi multiplié les initiatives et les travaux sur les dossiers importants pour fonder leurs positions de négociations. Ces initiatives leur ont permis de réaffirmer l'ancrage de l'APE dans les processus régionaux de développement et d'intégration.

Au bout du compte, quatorze pays du Cariforum ont signé un APE complet en octobre 2008, les autres régions ont préféré différer la conclusion d'un accord pour se donner le temps d'achever des travaux jugés indispensables. En Afrique de l'Ouest par exemple, les travaux sur l'adoption d'un Tarif extérieur commun (TEC), la détermination de la liste régionale des produits sensibles ainsi que celle du programme de l'APE de développement (PAPED) ont été accélérés conformément à l'agenda dont la région s'est dotée et en référence au délai de juin 2009, convenu avec la partie européenne pour signer l'APE. La région devrait valider sa liste de

produits sensibles et présenter son offre d'accès au marché dans les tous prochains mois. De chaudes empoignades devraient alors s'ouvrir notamment sur la couverture et le délai de transition autorisé ou non par l'Article XXIV du GATT.

Parallèlement aux travaux menés au niveau des régions, des pays ayant individuellement ou collectivement paraphé des APE intérimaires ont poursuivi la négociation de ces derniers tout au long de l'année et ont pris des engagements qui dans bien des cas sont en déphasage avec les orientations régionales. C'est cette démarche qui a amené la Côte d'Ivoire à la signature d'un APE d'étape le 26 novembre 2008, se singularisant ainsi comme le premier pays de tout le groupe ACP à avoir posé un tel acte. Le contenu de cet accord renseigne déjà sur le niveau d'ambition de l'Europe, explique l'écart entre les positions européennes et ouest africaines sur les domaines couverts comme sur le rythme et la portée de la libéralisation et présage des difficultés à venir. L'Europe voudrait bien en faire un point de départ ou un modèle pour l'APE régional avec l'Afrique de l'Ouest ou d'autres régions. Les négociateurs ouest africains se sont prononcés contre une telle éventualité. De plus, le risque de voir le processus de négociation de l'APE saper celui de l'intégration régionale s'est davantage manifesté à travers la signature de l'APE de Côte d'Ivoire qui a déjà été notifié à l'OMC et devrait sous peu entrer dans la phase de ratification.

En Afrique centrale, les dernières sessions de négociation de l'APE d'octobre et de mi-décembre ont été repoussées au mois de janvier 2009 afin de laisser à la région plus de temps de préparation, de coordination et d'harmonisation de ses positions.

Dans la région SADC, le délai du 31 décembre 2008, initialement convenu pour signer un APE régional avec la partie européenne a été repoussé en début 2009. La région poursuit en effet ses travaux internes pour déterminer l'offre d'accès au marché à proposer à l'Europe, mais fait aussi face à des divergences internes opposant d'une part le Lesotho, le Botswana et le Swaziland qui souhaitent la signature et la notification d'un APE intérimaire dans les meilleurs délais et d'autre part l'Afrique du Sud, l'Angola et la Namibie qui souhaitent introduire des changements qui

garantiraient plus de flexibilité et de marge de manœuvre aux membres de la SADC. Il existe donc dans cette région bâtie autour de la SACU, comme dans d'autres, un risque réel de voir apparaître plusieurs régimes commerciaux qui pourraient affaiblir ou compromettre les avancées effectuées dans le sens de l'intégration régionale.

EVENEMENTS

15 janvier, Toronto, Ontario, Canada, Présentations sur les questions de sécurité des cultures vivrières génétiquement modifiées, Institut canadien de Droit et de politiques de l'environnement. Contact : www.cielap.org

20–22 janvier 2009, Genève, CNUCED, **Réunion d'experts pluriannuelle sur les politiques de développement des entreprises et le renforcement des capacités pour la science, la technologie et l'innovation**, www.unctad.org

26 – 29, Albany, New York Etats-Unis, Atelier international des ONG sur le financement du développement, contact : Randolph Fondation, www.randophfondation.org, tel : 1309294411

28 janvier – 1^{er} février, Genève, Suisse, Forum mondial économique de Davos, www.wto.org

25 janvier – 12 février 2009, Caire, Egypte, **Training course on key issues on the international economic agenda (African region)**, www.unctad.org

26–30 janvier 2009, CNUCED, Genève, Suisse, **Groupe de travail à sa 52^{ème} session**, www.unctad.org

3-4 février, OMC, Genève, Suisse, **Conseil général de l'OMC**, www.wto.org

4–5 février 2009, CNUCED, Genève, Suisse, **Réunion d'experts pluriannuelle sur la coopération internationale: coopération Sud Sud et intégration régionale**, www.unctad.org

10–11 février 2009, CNUCED, Genève, Suisse, **Réunion d'experts pluriannuelle sur**

l'investissement au service du développement, www.unctad.org

16-20 février, PNUE — Nairobi, Kenya, **Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement**, www.wto.org

16–18, février 2009, CNUCED, Genève, Suisse, **Réunion d'experts pluriannuelle sur les transports et la facilitation du commerce**, www.unctad.org

19-20 février, OECD — Paris, France, **Huitième forum mondial sur la concurrence**, www.oecd.org

2–5 mars 2009, CNUCED, Genève, Suisse, Réunion d'experts pluriannuelle sur les produits de base et le développement, www.unctad.org

9-11 mars, OMC, Genève, Suisse, **Organe d'examen des politiques commerciales — Brésil**, www.wto.org

PUBLICATIONS :

OMC, RAPPORT ANNUEL DE L'OMC 2008, Le rapport annuel de l'OMC 2008 traite des activités de l'Organisation en 2007 et donne des renseignements sur sa structure, son personnel et son budget actuels. Il comprend des rapports de situation détaillés sur divers aspects des négociations de Doha et un aperçu de certains des grands faits nouveaux intervenus à l'OMC. Avant-propos du Directeur général Tous les marathoniens (...), www.wto.org

DIRECTIVES CONCERNANT LA PRODUCTION, LA TRANSFORMATION, L'ETIQUETAGE ET LA COMMERCIALISATION DES DENREES ALIMENTAIRES, Avec l'augmentation de la production et du commerce international des aliments issus de l'agriculture biologique, des normes internationales sont indispensable pour faciliter le commerce et prévenir les allégations trompeuses. L'étiquetage des denrées alimentaires est le premier moyen de communication entre le

producteur et le vendeur de denrées alimentaires PFCE ET AFD, COMMERCE EQUITABLE ET COLLECTIVITES TERRITORIALES, La PFCE (Plate-Forme pour le Commerce Équitable) et l'AFD (Agence Française de Développement) publient ensemble dans la collection "Savoirs communs" deux études illustrant la place du commerce équitable dans l'action internationale des collectivités locales : "Coopération décentralisée et commerce équitable" et "Migrants et commerce équitable".

VERONIQUE BISAILLON, CORINNE GENDRON ET MARIE-FRANCE TURCOTTE, LE COMMERCE EQUITABLE COMME MOUVEMENT DE TRANSFORMATION, Le concept de commerce équitable est porteur de contradictions,

d'une part, et l'acheteur (...), www.unctad.org comme le démontrent plusieurs des articles de ce numéro. Ces contradictions sont issues non seulement de la tentative de mettre en oeuvre des idéaux d'équité sociale au sein de systèmes commerciaux perçus par plusieurs comme étant (...)

WBCSD, UN NOUVEL OUTIL POUR MESURER LES IMPACTS DES ACTIVITES D'UNE ENTREPRISE, Le World Business Council for Sustainable Development (WBCSD) a lancé cette semaine un "Measuring Impact Framework", développé par 25 entreprises multinationales sur une période de deux ans et destiné à aider les compagnies à mesurer et à évaluer les impacts de leurs activités sur leurs objectifs économiques et leurs objectifs de développement. Ce Cadre a été révisé par (...)